

## INTRODUCTION

La sociologie urbaine française peut être scindée en trois périodes : la période fondatrice des années 1890 à 1930, puis, sur les Trente glorieuses, la période de la sociologie critique ; enfin la période contemporaine. C'est à la sociologie critique que nous nous intéressons pour notre part, dans une double perspective. Nous voulons d'abord en opérer une relecture, elle-même critique, puis montrer comment cet ensemble de travaux a problématisé la transition de la question sociale à la question urbaine.

Ici, nous jetons quelques éclairages sur deux problèmes, parmi bien d'autres possibles, concernant cette sociologie critique.

D'une part, elle a brûlé d'un feu de paille, intense et bref. Paul-Henri Chombart de Lauwe l'inaugure en 1952 avec les deux volumes de *Paris et l'agglomération parisienne*. Il livre ensuite régulièrement d'autres travaux tandis que d'autres chercheurs le rejoignent, au cours des années 1960, sur la thématique urbaine, notamment Raymond Ledrut, cofondateur en juin 1966 du Centre interdisciplinaire d'études urbaines, à Toulouse. C'est toutefois au cours des années 1970 qu'est livré l'essentiel d'une production, foisonnante et diverse, engagée et ambitieuse... qui disparaît soudainement dès le tournant des années 1980. Nous dirons pourquoi au premier point de l'article.

D'autre part, cette sociologie urbaine se construit contre la ville qui émerge à ce moment. C'est en fait l'urbanisme qui focalise les critiques qui le déconstruisent sur deux plans : l'urbanisme en tant que démarche de production d'une ville jugée déshumanisante, mutilante, destructrice des modes de vie, populaires en particulier ; mais aussi l'urbanisme en tant qu'élément d'un projet de l'Etat qui développerait un pouvoir technocratique quasi-totalitaire. La nature des critiques adressées à l'urbanisme diffère selon les courants de la sociologie urbaine. Dans le second point de l'article, nous donnons quelques éclairages successifs sur les positions de

Paul-Henri Chombart de Lauwe, d'Henri Lefebvre, des chercheurs du Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelle (Cerfi) et des marxistes.

## 1- LE BREF ÉCLAT DE LA SOCIOLOGIE URBAINE CRITIQUE

### Un contexte de production exceptionnel

La sociologie urbaine critique apparaît dans un contexte extrêmement particulier qui l'inscrit d'emblée en rupture avec les travaux des années 1890-1930. Quatre dimensions structurent ce contexte de production.

D'abord, une poussée urbaine considérable, qui modifie profondément le paysage de la ville et l'organisation des territoires. Les centres anciens sont remodelés dans le cadre de rénovations souvent brutales. Apparaissent aussi et surtout les grands ensembles et avec eux une extension inédite des agglomérations sillonnées de nouvelles autoroutes, voies rapides, roclades et pénétrantes. Les Trente glorieuses créent un nouveau type de ville et les formes urbaines aujourd'hui évidentes sont alors, véritablement, révolutionnaires.

Le deuxième élément du contexte renvoie à l'existence d'une intelligentsia extrêmement active qui se saisit sur le vif des transformations de la société dans tous les domaines et institue autour d'elles de larges débats publics. C'est la période des « intellectuels », figure sociale particulière, alors à son zénith : Michel Foucault, Jacques Lacan, Roland Barthes, Louis Althusser, Gilles Deleuze et bien d'autres. Leurs pensées ont en commun d'être totalisantes et critiques des héritages philosophiques et méthodologiques. La révolution urbaine se combine à une révolution intellectuelle. Ensemble, elles stimulent et irradient le monde de la recherche, et notamment la recherche urbaine.

Le troisième élément de cette configuration consiste dans le développement et le renouvellement accélérés des sciences sociales et humaines. La sociologie, entre autres, attire des jeunes gens qui veulent décrire et comprendre la société qui se construit sous leurs yeux et qui vont engager ce travail en mobilisant des grilles interprétatives simultanément scientifiques et politiques.

Enfin, le dernier élément de contexte réside dans l'instauration de relations fortes et conflictuelles entre le monde de la science et le monde de l'action publique, entre les intellectuels et les planificateurs autour d'un projet de maîtrise du changement social. Ce rapprochement prend la forme d'un échange de financements publics contre des remontées d'information, des idées, des critiques. Il s'instaure dans de nombreux secteurs : l'économie de la production, les transformations du travail... et les changements urbains. En effet, le tout nouveau ministère de l'Équipement (créé en 1966) va financer massivement des équipes de jeunes chercheurs (la majorité d'entre eux ont moins de 30 ans) pour qu'ils l'éclairent sur les objectifs qu'il faut assigner à la programmation urbaine : comment construire la ville ? Pour qui ? Quelles sont les demandes des citadins ? Quels sont leurs besoins ?

La conjonction de ces éléments contextuels aboutit à la constitution de plusieurs ensembles de travaux : ceux de Chombart de Lauwe et des « chombartiens », ceux des membres du Centre d'étude, de recherche et de formation institutionnelle, ceux de Henri Lefebvre et des chercheurs qui ont travaillé autour de lui à Nanterre et encore ceux inscrits dans les perspectives marxistes...

Ces différents courants peuvent globalement être regroupés en deux perspectives. La première s'intéresse aux « forces », aux logiques et aux processus de production de la ville par les instances administratives, politiques et économiques, ainsi qu'aux relations existant entre ces instances et les citadins. La seconde perspective, celle des « formes », explore les vécus des habitants, leurs usages quotidiens des espaces et leurs modes d'appropriation des lieux dans leurs dimensions sensibles et culturelles.

Chaque courant a été remarquablement productif. En quelques années, tous ont donné lieu à des publications nombreuses prenant place dans des ensembles conceptuels affirmés et cohérents. Toutes ces approches sont « engagées » sur le plan théorique ; elles s'inscrivent dans des cadres fortement élaborés qui débouchent dans des interprétations audacieuses des réalités urbaines. Une revendication de rigueur scientifique caractérise la plupart des travaux, couplée à une grande inventivité conceptuelle.

Par ailleurs, ces courants construisent largement leur objet et inscrivent la réflexion sur la ville dans des perspectives globales, éloignées des approches spécialisées et sectorielles qui prévalent aujourd'hui. Il s'agit de penser la société contemporaine à partir d'une problématique qui n'est pas seulement « urbaine » mais qui porte sur l'apparition et les modes d'action de pouvoirs ayant la capacité de déterminer profondément l'homme. Les cerfistes aussi bien que les marxistes, ou Henri Lefebvre avec sa notion de « société bureaucratique de consommation », tous s'intéressent à la domination telle qu'elle s'exerce dans les conditions de vie quotidienne et leur environnement. Cette sociologie urbaine n'est donc en fait que peu particularisée par son objet. C'est une sociologie du pouvoir appuyée sur l'hypothèse selon laquelle la ville des Trente glorieuses est, en quelque sorte, le point d'impact, l'arène et le relais des conflits entre les groupes sociaux. A peine constituée, cette sociologie, qui n'est urbaine que ponctuellement, dépasse son objet et apporte des éclairages cruciaux sur les logiques des sociétés contemporaines.

### **L'oubli et ses raisons**

Or, ces travaux sont aujourd'hui oubliés et méconnus. L'oubli est d'autant plus singulier que des travaux plus éloignés de nous dans le temps et l'espace – ceux de l'École de Chicago – sont abondamment commentés dans des manuels qui y consacrent de longues pages. Ces mêmes manuels de sociologie urbaine n'offrent que d'elliptiques évocations des pistes ouvertes par Chombart de Lauwe, Raymond Ledrut, Alain Medam, Anne Cauquelin ou encore Jean Lojkine. De Lefebvre, il ne reste que la formule-titre du *Droit à la ville*, que beaucoup utilisent sans savoir à qui ils la doivent et en lui donnant un autre sens que son inventeur. Lors de sa publication, *La Question urbaine* de Manuel Castells fut portée aux nues comme peu de livres de sociologie. *La Revue française de sociologie* annonçait que « *La question urbaine* est un événement sociologique à bien des égards » et *Le Monde* parlait de « théorie révolutionnaire ». Cet ouvrage croupit aujourd'hui dans les sous-sols des bibliothèques universitaires. La collection Recherches où les cerfistes publiaient leurs résultats et réflexions n'est disponible qu'en une dizaine d'exemplaires dans l'ensemble des bibliothèques universitaires françaises, là encore dans les « magasins ». L'essentiel des ouvrages sont épuisés depuis longtemps et ne seront jamais réédités.

Bien sûr, il ne s'agit pas d'un « oubli », au sens léger du mot. Le rapport aux travaux de cette période est fait du déclasserment de perspectives en « isme » jugées dépassées (marxisme, foucauldisme...)<sup>1</sup>, de censure et d'auto-censure, mais aussi d'un changement historique profond entre la ville des Trente glorieuses et celle d'aujourd'hui. Ces raisons de « l'oubli » s'inscrivent donc dans plusieurs registres ; évoquons-en quelques unes de manière plus systématique.

#### *Les transformations de l'objet*

D'abord, le contexte de production de la ville a radicalement changé sur les dimensions qui étaient la cible des attaques et des critiques d'alors. L'urbanisme planificateur, la toute-puissance de l'Etat, les interventions massives et débridées des promoteurs, la construction d'un seul tenant de dizaine de milliers de m<sup>2</sup>, voilà autant de pratiques centrales dans les Trente glorieuses, désormais abandonnées. L'urbanisme qui était au cœur des critiques les plus radicales a profondément changé vers des approches « micro », la mise en œuvre de petites opérations, une plus grande attention à l'insertion des nouveaux projets dans leur environnement bâti, de nouvelles exigences et de nouvelles compétences architecturales... Ce ne sont plus les administrations centrales et les opérateurs nationaux qui pilotent l'urbanisme mais les collectivités locales. Les modalités de l'action publique sont renouvelées, inscrites à présent dans la décentralisation, la contractualisation, la multiplication, parfois considérable, du nombre d'acteurs associés à la prise de décision, le rallongement, parfois sans fin, des calendriers... Le discours critique du Pouvoir a perdu son objet.

Par ailleurs, tous les courants de recherche argumentaient la *Fin de la ville*, formule titre d'un ouvrage que Chombart publie en 1982, mais c'est un propos que l'on retrouve mille fois répété, sous toutes les formes, par Henri Lefebvre et Françoise Choay, par les courants radicaux du cerfisme et du marxisme. Or, au moment de ces sombres prophéties, une certaine ville réapparaissait à travers le renouveau du transport collectif, la piétonisation et la patrimonialisation des centres, l'émergence des élus locaux sur la scène publique, la décentralisation et le marketing urbain. Bref, le « retour des villes »... De plus, l'histoire a invalidé des hypothèses et des théories. Non, le mouvement ouvrier n'a

pas détruit la ville capitaliste. Non, les citoyens ne sont pas ou ne se vivent pas comme asservis par les dispositifs du pouvoir totalitaire que les cerfistes poursuivaient. Non, les citoyens ne sont pas plus déracinés que ceux des décennies ou des siècles passés.

Il faut dire aussi que les positions militantes des années 1960-70 ont débouché sur des avancées concrètes. Les protestations des sociologues, combinées à d'autres, ont porté leurs fruits. Des combats ont été gagnés. L'urbanisme du vide s'est humanisé. La concertation et la démocratisation de l'aménagement des espaces de vie se sont développées, relativement au moins aux pratiques d'avant. Le transport collectif, « acheminement de la force de travail », s'est redéployé dans les agglomérations et les employeurs y contribuent financièrement. Les zones de logement ont été pourvues d'équipements divers et variés. En alertant l'opinion et les pouvoirs publics des exagérations et des risques d'une ville trop brutale, les sociologues ont contribué à se donner tort à eux-mêmes. C'est un cas de figure classique où un discours, parce qu'il est juste, modifie la situation et se condamne lui-même à l'erreur. C'est le sens du propos de Léo Scheer, dans l'introduction à *Prendre la ville* : « les théories peuvent jouer, dans le fonctionnement social, deux types de rôles très contrastés. Les unes feraient vivre leurs objets, les autres les feraient mourir. » (Scheer, 1977, 9). La sociologie urbaine critique est, partiellement au moins, dans le second cas.

#### *Changements institutionnels*

Les courants ont aussi disparu parce que s'est dénoué le nœud cornélien de la recherche contractuelle, ce rapprochement entre administrations centrales et jeunes sociologues. Pour Michel Amiot, c'est là le fait majeur. La sociologie urbaine critique a disparu faute de moyens mais aussi parce qu'ont disparu les grands programmes de recherche nationaux, notamment ceux animés par la Mission de la recherche urbaine. Ce sont aujourd'hui les collectivités locales et leurs satellites (sociétés d'économie mixte et autres prestataires) qui passent les commandes de recherche, mais la proximité entre les élus locaux et les universitaires - également locaux - réduit l'autonomie des questionnements et tempère les velléités de critique.

La multiplication des équipes ouvre une autre piste. Sur la période qui nous intéresse, les effectifs de chercheurs étaient réduits et concentrés à Paris et dans quelques autres lieux, Grenoble, Saint-Etienne et Aix-en-Provence. Le milieu étroit, réuni autour de quelques chefs de file bien identifiés, se fréquentait à l'occasion de quelques grands colloques. Puis l'intégration des hors statuts et le développement démographique et géographique de l'université de masse ont abouti à la multiplication des chercheurs et l'émiettement des équipes. Le domaine de recherche a perdu sa cohérence institutionnelle.

La conjoncture politique a aussi compté. La gauche arrive au pouvoir en deux grandes vagues : au pouvoir local avec les élections municipales de 1977 et de 1983 ; au pouvoir national en mai 1981. Les résultats des élections municipales sont nets. En 1945, les partis de gauche remportent les trois quarts des mairies, presque 32% pour le parti communiste et 30% pour les socialistes. A partir de là, le recul est continu jusqu'en 1977. A chaque élection : 1947, 1953, 1959, 1965, 1971, les partis de gauche perdent du terrain. En 1971, ils n'ont plus que 49% des mairies. Mais en 1977 s'opère un renversement de la situation. Le parti communiste passe de 18% à 28% des mairies et le parti socialiste de 20% à 35%. Aux élections suivantes de 1983, les résultats sont un peu moins bons mais les deux partis de gauche restent majoritaires, avec 22% pour les communistes et 28% pour les socialistes.

C'est pour une bonne part à partir de revendications et de projets urbains et du « cadre de vie », comme l'on dit alors, que les jeunes gens de gauche arrivent aux affaires. Les révolutionnaires d'hier intègrent alors des institutions dans lesquelles ils vont devoir composer avec le principe de réalité : les inerties organisationnelles, les intérêts en place pour le meilleur et pour le pire, les coups partis, les cultures professionnelles, les médias, les opinions publiques, etc. Les révolutionnaires deviennent des gestionnaires et cela tempère leurs ardeurs critiques.

Une autre raison complète l'explication précédente sur le plan des personnes. Plusieurs des animateurs des courants radicaux ont intégré « l'Institution » qu'ils ont vilipendée. Ils occupent des postes de responsables à l'Université, dans les grandes écoles et les orga-

nismes de la recherche publique, les ministères et les collectivités locales. Ils n'ont pas nécessairement envie de se retourner vers le proche passé et de se confronter à leurs propos enflammés de révolutionnaires, fort éloignés de leur situation actuelle. La notabilisation des sociologues éclaire l'occultation et ici l'autocensure de la sociologie critique.

### Les modifications de la matrice intellectuelle

Sur le plan des références intellectuelles, la sociologie urbaine critique a été emportée par la disqualification des théories aux ambitions totalisantes qui prévalaient entre 1950 et 1975. Le marxisme et le foucauldisme, la psychanalyse lacanienne et le structuralisme ont brutalement perdu leurs positions hégémoniques. Ce que l'on a passionnément adoré brûle vite et bien. Le rejet est à la mesure de ce qu'a été l'adhésion : totale et dépourvue de mesure. Cet argument totalise tous les autres ; au début des années 1980, les chercheurs de l'urbain sont placés dans des situations qui les amènent à prendre des distances avec les théories qu'ils ont élaborées. Ainsi, par exemple, les propos de Manuel Castells opérant en 1983 un retour critique sur le marxisme urbain dont il fut l'un des initiateurs : « nous savons quelles sont les impasses auxquelles on arrive dans l'étude de la ville à partir d'hypothèses simplificatrices de la réalité sociale. Ainsi, par exemple, nous parlons du constat que ni les forces productives ni la logique économique expliquent les formes, les orientations et les conséquences du processus d'urbanisation » (Castells, 1983, 599).

Cette sociologie critique s'appuyait sur deux jambes, l'urbanisation et l'industrialisation considérées comme intrinsèquement liées l'une à l'autre depuis le XIXe. Or, vers la fin des années 1970, l'industrialisation fordienne ralentit, décline, est concurrencée par d'autres formes d'organisation de la production. Devenue boiteuse, la problématique urbanisation/industrialisation s'est dissoute et avec elle, un certain discours sur la ville.

L'oubli des travaux s'éclaire aussi par leur écriture, leur style. Luc Ferry et Alain Renaut ont insisté sur l'écriture absconse de la « pensée 68 », sur son « refus de la clarté ». Selon eux, le plus grand succès des intellectuels de la période a été d'« accoutumer leurs lec-

teurs et leurs auditeurs à croire que l'incompréhensibilité était le signe de la grandeur [...] » (Ferry et Renaut, 1988, 51-53). Il est vrai qu'une partie importante de la production est d'une écriture singulière : labyrinthique, obscure, multipliant les références qui semblent hors de propos... Cette singularité peut être éclairée de diverses manières. D'abord, par la méfiance des chercheurs à l'égard de la langue, considérée comme un dispositif idéologique. Alors, la complexité intentionnelle de l'écriture vise à libérer la pensée du carcan : pour atteindre la vérité, il faut briser le moule de la langue. Une posture différente est celle des marxistes qui veulent produire une sociologie urbaine véritablement scientifique et tentent dans et par l'écriture de neutraliser les flous, les impensés, les fausses évidences glissés dans les mots – on retrouve cette procédure chez Pierre Bourdieu. Dans d'autres discours, la langue est complexe car elle tente de tout dire en même temps : l'objet abordé simultanément à travers les « nouvelles » approches de la sociologie, de la psychanalyse, de la sémiologie... mais aussi le chercheur lui-même dans ses affects. Pour finir, il y a aussi des effets de mode. La sociologie urbaine n'avait pas le monopole de ces pratiques mais au final, une partie de ses productions sont déroutantes et réduisent les possibilités d'acclimatation des ouvrages à d'autres contextes culturels.

Tous ces éléments combinés les uns aux autres éclairent ce qui n'est pas un oubli, on le comprend à présent, mais un rejet au moins aussi radical que les théories en question l'étaient. Finissons toutefois en observant que quelques travaux ont échappé au sort commun, constituant des jalons importants des études urbaines ; ceux par exemple de Henri Coing (*Rénovation urbaine et changement social*, 1966), de Roger-Henri Guerrand (*Les origines du logement social en France*, 1966) ou encore *la Poétique de la ville* de Pierre Sansot.

## 2- L'URBANISME EN LIGNE DE MIRE

Sans être le seul, un élément est nettement partagé par les nombreux courants de la sociologie urbaine critique : ils sont « contre l'urbanisme ».

La période 1950/1975 est pourtant, précisément et plus que n'importe quelle autre, celle de l'urbanisme<sup>2</sup>. La production urbaine y est d'une ampleur inédite et

reste inégalée, à travers le surgissement des grands ensembles dans toutes les villes de France et le lancement de grandes opérations : aménagements des ports et aéroports, des gares et des sites de prestige tels que La Défense ou les Fronts de Seine, etc. La période voit la mise en place d'un vaste système d'acteurs articulant l'Etat, ses administrations centrales et ses services déconcentrés, de nouveaux opérateurs spécialisés tels que, par exemple, la Société centrale immobilière de construction (1954) et la Société centrale d'équipement du territoire (1956), à quoi s'ajoutent de nombreux bureaux d'études et tout un ensemble de sociétés d'économie mixte et de sociétés privées. Tous ces opérateurs, aux interventions coordonnées, participent à l'émergence d'un nouveau champ d'action considéré comme ayant son autonomie : l'urbain.

Comment les critiques de l'urbanisme se déclinent-elles selon les courants de recherche ?

### Paul-Henri Chombart de Lauwe : réformer l'urbanisme

Commençons par Paul-Henri Chombart de Lauwe (1913-1998). Dès la publication de *Paris et l'agglomération parisienne*, les urbanistes et autres aménageurs sollicitent immédiatement Chombart et son équipe pour qu'ils s'associent aux travaux préparatoires d'interventions urbaines. A partir de 1956, Chombart multiplie les expertises de grande ampleur à Bordeaux, à Nantes et dans bien d'autres agglomérations. Dès ce moment, il crée le Centre d'étude des groupes sociaux, association de droit privé, qui lui offre de recruter ses collaborateurs et de gérer librement ses contrats.

Chombart n'a eu de cesse de vouloir orienter l'action des aménageurs, urbanistes et architectes. Son positionnement emprunte deux voies.

Le premier axe est résolument pratique et tourne autour des normes à inventer et à mettre en œuvre dans les nouveaux logements. Chombart explore longuement la question des surfaces minimales des appartements. Les constructions de la décennie 1950 renaient, pour les surfaces minimum, des normes du début du siècle, de l'ordre de 50 m<sup>2</sup> pour un appartement de 5 personnes. Chombart examine cette question à de nombreuses reprises, sous divers angles et établit « le chiffre optimum de 16 m<sup>2</sup> par personne ou de 80 m<sup>2</sup> pour une famille de 5 personnes. » (Chombart,

1956, 80). Une autre de ses préoccupations récurrentes concerne l'isolation acoustique des appartements. Il insiste à ce propos sur les effets de système. Lorsqu'un appartement est mal insonorisé, les ouvriers qui font les 3X8 ne peuvent pas dormir tranquillement dans la journée, ils sont fatigués et cela a un impact sur les relations entre voisins qui peuvent se dégrader et engendrer des « tensions, névroses ou psychoses de palier » (Chombart, 1965, 29). D'où l'importance d'organiser les espaces de vie de sorte que les hommes aient entre eux des rapports « plus vrais, plus directs, plus profonds » (Chombart, 1965, 119).

De nombreuses autres préconisations portent sur les équipements collectifs nécessaires dans les cités nouvelles, avec notamment l'importance de doter chaque immeuble d'une buanderie collective. En effet, les machines à laver le linge individuelles sont rares et Chombart est sensible à la double journée des femmes, population à laquelle il s'est intéressé de près.

Son second registre d'intervention est d'une portée plus globale. Il réclame des constructeurs la saisie de l'Homme dans sa globalité, au-delà des approches segmentées et fordistes, la volonté de comprendre l'Homme dans la totalité de ses besoins, dans l'interdépendance de toutes les dimensions de sa vie. A ses yeux, ce qui fait défaut aux opérateurs de la ville, « c'est une anthropologie dans laquelle seraient définies les aspirations des hommes d'aujourd'hui en fonction de l'avenir qui s'impose à eux, en fonction des valeurs auxquelles ils sont attachés, des croyances, des symboles, des mythes qui orientent leur pensée » (Chombart, 1965, 73).

Y compris dans un contexte d'urgence en matière de logement, Chombart n'a de cesse de répéter l'importance absolue de construire des cités et des villes qui prennent en compte la meilleure part de l'homme. Sa démarche est d'assigner aux aménageurs l'objectif à atteindre. Au-delà de la construction à proprement parler, il s'agit de mettre en place la « société nouvelle » : « le vrai problème est celui de créer des villes qui s'adaptent à la société nouvelle et à l'homme nouveau qui se dessinent » (Chombart, 1965, 5). Ailleurs, il énonce que le souci commun aux urbanistes, aux architectes et aux sociologues consiste à « libérer les populations urbaines des contraintes dues à la concentration industrielle » et encore « de travailler à la libération progressive des hommes dans la vie matérielle » (Chombart, 1959, 21)

Dans l'un et l'autre de ces deux registres, les propos que Chombart adressait aux aménageurs et urbanistes étaient toujours mesurés, positifs et encourageants, d'une tonalité fort éloignée de celle d'autres courants de la sociologie. Son approche orientée vers la recherche-action et l'expérimentation, n'est pas celle des projets de Grand soir... Il procède par la conviction. Chrétien de gauche, impliqué depuis son jeune âge dans le changement social, c'est un réformiste, un pragmatique. Mais s'il n'a été qu'un critique modéré et constructif de l'urbanisme, c'est aussi par choix tactique. Sa posture était de ne pas heurter frontalement les urbanistes, de se situer à côté d'eux pour les convaincre, en parlant une « langue » qu'ils comprenaient, de l'importance de modifier leurs pratiques.

Mais attention, rien de naïf chez Chombart. Longtemps plein de bonne volonté, au meilleur sens du terme, son regard sur la ville va se faire peu à peu, au fil des articles, des ouvrages, des conférences, plus pressant et plus douloureux. Il est d'abord confiant, optimiste. Puis le sentiment de n'être pas entendu, de prêcher dans le désert, ses observations des difficultés, des limites et des échecs du partenariat avec les aménageurs vont le miner ; ses appels vont se faire plus poignants. A le lire dans la continuité de ses travaux, on perçoit une déchirure, une faille grandissante entre d'une part l'exercice de la « bonne volonté », le rappel réitéré à la collaboration entre sociologues et urbanistes et d'autre part l'évaluation qu'il fait d'une collaboration de plus en plus décevante.

### Henri Lefebvre : dépasser l'urbanisme

« On dit souvent que sans les urbanistes, ce serait le chaos. Or précisément, c'est le chaos, sous un ordre imposé. » Ce propos de H. Lefebvre dans *La révolution urbaine* (1970, 201) synthétise, dans une formulation typiquement « lefebvrine », son approche de la question. L'urbanisme est pour lui une pensée partielle et, dès lors, dangereuse dans ses prétentions à devenir une pensée du global.

Un des points de départ de la réflexion urbaine de H. Lefebvre (1901-1991) se trouve dans son examen de la Commune de Paris de mars à mai 1871. Napoléon III et le préfet de la Seine Haussmann ont profondément remodelé le centre de Paris pour repousser

vers les périphéries les « classes dangereuses ». La ségrégation qui s'instaure prive la ville de sa qualité constitutive : la diversité sociale et les frictions qui s'en suivent entre groupes sociaux différents.

La Commune constitue alors, pour Henri Lefebvre, un baroud d'honneur contre la disparition de la ville. La Commune, c'est la révolte du Paris historique contre l'éclatement de la ville vers les banlieues qui apparaissent au cours du XIXe siècle. La ville lutte, pour la dernière fois, contre l'étalement urbain, contre sa propre disparition : la Commune est un moment de résistance de la cité contre l'urbanisation.

Disparition dont est responsable au premier chef le capitalisme et son allié supplétif, l'urbanisme. « Qu'est-ce que l'urbanisme ? Une superstructure de la société néo-capitaliste, autrement dit du capitalisme d'organisation, ce qui ne veut pas dire capitalisme organisé ; autrement dit encore, de la société bureaucratique de consommation dirigée. [...] L'urbanisme apparaît ainsi comme le véhicule d'une rationalité limitée et tendancieuse dont l'espace, illusoirement neutre et non politique, constitue l'objet. » (Lefebvre, 1970, 217) Voilà le point de départ de H. Lefebvre : l'urbanisme est ce qui détruit la ville.

C'est entre le *Droit à la ville* et *La révolution urbaine* que Henri Lefebvre avance le gros de sa critique de l'urbanisme. Car non content d'avoir détruit la ville, l'urbanisme prétend ensuite énoncer un discours global d'analyse du fonctionnement des sociétés et se présente comme une théorie capable de traiter la crise de la ville. L'urbanisme s'inscrit alors, pour lui, dans la continuité des idéologies qui ont encadré la pensée du social : l'organicisme, l'évolutionnisme ; il y aurait, en 1968, l'urbanisme.

En fait, l'urbanisme est multiple. Lefebvre distingue : l'urbanisme des hommes de bonne volonté (architectes, écrivains). C'est un urbanisme humaniste qui place l'homme au centre de sa pensée. Mais ce regard débouche sur l'esthétique nostalgique d'une ville qui n'existe plus, à l'égal de l'humanisme dont le « cadavre momifié, embaumé, pèse lourd et ne sent pas bon ; » (Lefebvre, 1968, 117)

l'urbanisme des administrateurs liés au secteur public. C'est là le règne du scientisme, de la technocratie, du regard parcellaire des différentes sciences,

lequel débouche parfois sur une synthèse qui n'est que la synthèse de regards parcellaires ;

enfin, l'urbanisme des promoteurs dont l'objectif est purement mercantile et dont les slogans transforment la ville en objet de la « société bureaucratique de consommation ».

Lefebvre repère les mêmes apories dans ces différentes déclinaisons de l'urbanisme, qu'il condamne unanimement.

Pour lui, l'urbanisme est une approche fondée sur les théories de l'organisation rationnelle qui apparaissent dans les années 1900-1920, au sein d'un univers de problèmes étrangers à la société urbaine et sa complexité. C'est une démarche doctrinaire puisqu'à partir de la maîtrise d'un objet partiel – l'affectation des espaces – les urbanistes prétendent organiser la société, la vie quotidienne, les rapports entre groupes sociaux, les fonctionnements familiaux, etc. C'est également la simplification du complexe, ramené à un facteur prétendument décisif : l'espace, cette simplification autorisant à parler des pathologies de l'espace, des médecines de l'espace, des espaces sains et malsains

Penser la société urbaine suppose de rompre radicalement avec l'urbanisme en tant que système idéologique mutilant. L'objet de la science de la ville est encore virtuel. Lefebvre, sans s'engager beaucoup dans son contenu, en propose néanmoins une dénomination possible : la spatiologie ou la spatio-analyse. Cette science ne concurrencerait pas la géographie, discipline construite, comme les autres, sur la segmentation étroite de son approche : l'espace, sans la profondeur historique laissée à l'histoire, sans les pratiques sociales laissées aux sociologie, ethnologie et anthropologie, sans les échanges relevant de l'économie, etc. La spatiologie est, pour Lefebvre, une science globale, une science de la complexité accédant à partir de l'espace à la totalité des pratiques sociales.

L'urbanisme perd donc toute légitimité sur le plan analytique, mais aussi sur le plan pratique. La ville est défaite ? Vive l'urbain, qui récupère, en quelque sorte, la qualité fondamentale de la ville : la capacité à faire événement. « Dans l'espace urbain, il se passe toujours quelque chose. Le vide, le néant d'action ne peuvent être qu'apparents. [...] Virtuellement, n'importe quoi peut se passer n'importe où. Ici ou là, une foule peut se

rassembler, des objets s'amonceler, une fête se déployer, un événement survenir, terrifiant ou agréable. D'où le caractère fascinant de l'espace urbain : la centralité toujours possible. » (Lefebvre, 1970, 174)

La société urbaine est riche de perspectives et de potentiels. H. Lefebvre ne se préoccupe pas de la forme urbaine matérielle que ce potentiel pourrait investir. Cette appréhension de l'avenir, extrêmement vague, est celle du Lefebvre « utopien », libertaire, autogestionnaire : « l'urbanisme » en tout cas n'y a pas sa place.

### **Le Cerfi : résister à l'urbanisme**

La posture des cerfistes (nous désignons ainsi les chercheurs membres du Cerfi) à l'égard de l'urbanisme distingue deux plans : d'une part, une critique radicale de l'urbanisme comme la partie du Pouvoir chargée de sa dimension la plus concrète, la plus matérielle : la contrainte sur les corps ; et, d'autre part, une pratique de recherche-action dans le cadre de laquelle ces chercheurs ont contribué directement à la production urbaine avec l'objectif d'y ménager des espaces de liberté.

A deux reprises, des membres du Cerfi sont impliqués dans la conception des structures psychiatriques de villes nouvelles, en 1972 à Evry et en 1973 à Marne la Vallée. Conformément à l'habituelle logique « descendante » de la décision vers le terrain, le cahier des charges des villes nouvelles réservait alors des m<sup>2</sup> au psychiatrique, mais qu'en faire ? Où les installer ? Comment les aménager ? Quels seront les malades mentaux à traiter concrètement et comment ? Les professionnels de l'aménagement étaient sans réponse et ont sollicité sur ce point les cerfistes.

A ce moment, le traitement psychiatrique relève de trois modes d'organisation possibles : l'asile traditionnel ; l'hôpital-village, consistant en des pavillons répartis dans un espace vert. La troisième modalité, extra-hospitalière, est la création de petits équipements mêlés à la vie des quartiers, des villes et des villages : c'est l'organisation spatiale de la psychiatrie de secteur. Les cerfistes veulent aller plus loin.

Plutôt que de programmer des murs, il faut selon eux programmer une équipe, qu'ils appellent un « promoteur d'hygiène mentale ». Ce promoteur est une

instance informelle regroupant des professionnels de la psychiatrie mais aussi des assistantes sociales, des animateurs, ou encore des familles de malades, des voisins, des habitants des quartiers. Tous, immergés dans leur milieu de vie, sont à même de repérer les problèmes dans toute leur diversité et de mettre en place des micro-solutions souples, ouvertes les unes par rapport aux autres. Ces micro-dispositifs sont d'autant plus facilement révocables qu'ils ne sont pas figés dans le « dur » d'un bâtiment. Le promoteur d'hygiène mentale est « un espace institutionnel actif de brassage et de recoupements des séries hétérogènes qui sous-tendent les réseaux d'hygiène mentale : économiques, sociales, familiales, etc. » (*Recherches*, 1975, 279)

Une autre démarche emblématique est initiée au Petit Séminaire, un quartier du nord-est de Marseille. Le bâti, en piteux état tant extérieur qu'intérieur, accueille une population marginalisée. La commande publique est de résoudre le problème... A nouveau, c'est autour des habitants que l'équipe du Cerfi élabore son dispositif et, dans un premier temps au moins, pas du tout autour du bâti. L'opération est un succès (1975-1986), cette réussite étant liée « essentiellement à la dynamique interactive qui est apparue autour du besoin de contact, du plaisir de la rencontre, du désir de l'autre » (Anselme, 1985, 53).

L'urbanisme opérationnel des cerfistes rappelle a) que ce sont les « gens », professionnels et bénéficiaires associés, qui traitent les problèmes, non pas les murs et b) que la construction des murs ne doit pas imposer les procédures sociales.

Cette pratique entre en écho avec les travaux théoriques conduits par l'équipe. Le Cerfi construit sa problématique urbaine sur les équipements collectifs conceptualisés comme des dispositifs de normalisation. Les écoles, collèges et lycées, les transports collectifs, les centres commerciaux, les grandes cités de logements sociaux, les lotissements, etc., tous ces lieux tous ces réseaux sont autant de mailles, de filets qui se déposent sur les agglomérations et emprisonnent les citoyens pour les discipliner. Ici, les cerfistes s'approprient la problématique de Michel Foucault et l'appliquent à l'urbain.

Les équipements collectifs participent de deux dynamiques sociales étroitement complémentaires. D'abord, l'individualisation croissante, la distinction d'in-



dividus autonomes les uns par rapport aux autres, comme autant d'unités identiques facilement comptabilisables. Ensuite, la production de la société dans ses rôles. « Chaque type d'équipement produit son personnage, sa panoplie de statuts sociaux : peut-on aujourd'hui se représenter l'enfant sans l'école, le vieillard sans l'hospice, le fou sans l'hôpital psychiatrique, le délinquant sans la maison de correction, le criminel sans le juge et la prison » (Recherches, 1973, 154) ? A travers les équipements collectifs, s'élabore un système de normes sociales toujours plus précises, contrôlant toujours plus étroitement ses membres.

L'organisation des espaces à des fins politiques de normalisation des individus apparaît dans le courant du XVIIIe siècle et se structure à grande échelle au cours du XIXe siècle. A ce moment, le capitalisme industriel attire dans les agglomérations des populations nombreuses qu'il faut contenir politiquement et socialement ; c'est la mission confiée aux équipements collectifs qui se développent donc dans ce contexte.

Le projet d'atomisation des individus dans et par des espaces sous contrôle est particulièrement visible dans les cités minières aménagées au cours du XIXe siècle. Lion Murard et Patrick Zylberman (1976) étudient de façon minutieuse cette logique à travers l'organisation du lotissement du Creusot, aboutissant à ce qu'ils appellent « l'urbanisme du vide » : séparation des maisons, rues larges, dégagées et se coupant à angle droit. Ils s'intéressent ensuite aux maisons elles-mêmes, baptisées « boîtes à habiter », dont l'objet est de faire entrer les disciplines à domicile, via les techniques de séparation et d'affectation des espaces, des usages et des individus. Ainsi, la conception des maisons par des professionnels vise à :

- Diviser l'intimité, la vie de famille, en fonctions détachables ;
- Assigner chacun personnellement aux différents lieux appropriés du territoire domestique : chacun sa chambre, chacun son lit ;
- Normaliser l'ajustement des surfaces occupées d'un logement à la taille, à la composition et à l'agrandissement des familles ;
- Stabiliser les spécialisation des emplacements du territoire domestique : « cuisine-évier », « chambre à coucher », « salle de séjour ».

Dans cette perspective, l'urbanisme est un coup de force disciplinaire, la matérialité du pouvoir.

### **Le marxisme : écartier l'urbanisme**

Ecartier, d'un revers de main, le voile trompeur de l'urbanisme pour accéder aux vrais problèmes : les rapports de production et la lutte des classes. C'est la position marxiste dans sa formulation de la fin des années 1960 ; elle a connu d'importantes modifications à travers la scission du marxisme en deux courants, celui des communistes orthodoxes (autour de Jean Lojkine) et celui des marxistes althussériens (autour de Manuel Castells), ces derniers prenant rapidement de nettes distances avec ce paradigme pour se rapprocher d'Alain Touraine et de la problématique des mouvements sociaux. Nous nous en tenons ici à la problématique marxiste initiale.

Ce sont les dysfonctionnements majeurs de la « ville » des Trente glorieuses qui constituent le point de départ des marxistes. François Ascher et Jean Giard les synthétisent rapidement : « des logements de plus en plus chers, des transports de plus en plus pénibles, des équipements insuffisants incapables de répondre aux besoins croissants de la population, un patrimoine ravagé, un environnement qui se dégrade, un air irrespirable, des conditions qui rendent les maladies mentales et physiques et rendent la vie urbaine de plus en plus pénibles... » (Ascher et Giard, 1975, 30)

Mais les marxistes refusent l'explication « urbaine » de ces problèmes, c'est-à-dire refusent l'idée selon laquelle ce serait des problèmes liés aux fonctionnements intrinsèque de la ville qui produiraient ces difficultés sociales. C'est pourtant le discours des pouvoirs publics, des médias, de l'opinion qui parlent des « problèmes urbains » et d'une manière plus générale d'une « culture urbaine ». Mais tout cela est un leurre, pure idéologie. Le discours « urbain » est une diversion à la question sociale de la domination entre classes et du développement du capitalisme à une échelle inédite au cours des Trente glorieuses, celle de l'alliance des grands groupes monopolistes avec l'Etat.

L'urbanisation rassemble les démarches qui instaurent l'espace comme un nouveau marché. Les marxistes s'y intéressent de manière minutieuse à travers ceux qui la mettent en œuvre : l'Etat et ses services, les

groupes financiers, les groupes de la construction et les promoteurs, ce secteur privé étant soumis à une concentration accélérée.

Cette alliance publique/privée opère une marchandisation de l'espace et engendre des changements radicaux de tous les territoires. Dans les centres anciens, les vieux quartiers de logements populaires sont brutalement remplacés par les concentrations de bureaux du tertiaire supérieur. Les campagnes proches voient l'édification des zones de logements, isolées et dénuées de tout. Cette dynamique affecte toutes les agglomérations au même moment, de la même manière par les mêmes opérateurs.

Ces transformations de grande ampleur n'ont pas leur logique dans une quelconque problématique urbaine, dans un développement de la ville par elle-même. Pour les éclairer, c'est du côté du système capitaliste qu'il faut regarder : « au commencement, dans une société capitaliste, il y a le capital, sa logique, ses transformations, son mouvement » (Castells et Godard, 1974, 21). Ainsi, par exemple, si le logement se développe dans de telles proportions, c'est que la crise du logement fait émerger un marché pour cela ; et si les grands ensembles sont privés d'équipements, c'est que le transport collectif, les complexes sportifs ou encore les crèches ne rémunèrent pas assez le capital investi.

Cette urbanisation prend au cours de la période considérée une forme particulière, celle de la planification urbaine, entendue comme l'intervention de l'appareil d'Etat sur l'organisation de l'espace. Cette intervention se fait au profit de l'appareil industriel. C'est l'espace industriel qui est aménagé en premier et c'est à lui que l'on consacre d'abord les fonds disponibles. C'est donc ce que les marxistes appellent l'élément « production » qui est aménagé par priorité et cet aménagement ne prend pas sens à l'échelle de la ville mais à l'échelle nationale et internationale. Le complexe sidérurgique d'Usinor à Dunkerque est en lien avec d'autres sites du même type de par le monde : « Est-ce dire que Dunkerque est égal à Usinor ? Pas du tout car Usinor est bien plus, étendant son activité à travers d'autres filières et suivant des logiques plus globales » (Castells et Godard, 1974, 173). L'aménagement urbain est périphérique, second dans la planification.

Par ailleurs, lorsqu'il s'agit d'aménager les espaces de reproduction de la force de travail, la planification conduit à construire d'abord le logement, importante source de plus-value et seulement ensuite, et avec les reliquats de moyens, les équipements publics (espaces verts, lieux de santé et d'éducation, réseaux de transport...) qui coûtent cher et rapportent peu. Sur ce plan de l'aménagement des espaces de vie, la planification privilégie sans fard le capital. Si l'urbanisme est projet d'aménagement coordonné, cohérent, harmonieux de l'espace urbain, il est en tant que tel intégralement absent des pratiques. Ainsi, « les principales caractéristiques du procès de production, et donc du produit [les grands ensembles], sont définies par les règles de fonctionnement de la fraction dominante du capital qui s'y intéresse » (Préteceille, 1973, 152), en aucun cas par quelque chose qui relèverait de l'urbanisme.

Pas d'urbanisme donc. L'idée même qu'il puisse exister un groupe social des urbanistes socialement neutre, qui ne soit ni du côté des dominés, ni du côté des dominants, et puisse assurer une mission d'intérêt général, en retranchant une partie du social : l'urbain, à la logique fondamentale de fonctionnement des sociétés : le capitalisme... Cette idée ne peut être formulée dans le cadre du marxisme. Et elle ne l'a pas été, ni dans le cadre du marxisme structuraliste des années 1970, ni dans le cadre du marxisme des mouvements sociaux urbains des années 1980 (Castells, 1983).

Les critiques des sociologues se déploient donc autour de trois éléments.

D'abord, l'urbanisme est critiqué pour ses productions urbaines concrètes, qu'il s'agisse de la rénovation-déportation des centres anciens, mais surtout de la non-ville des grands ensembles, lieux de l'identité, de l'aliénation, de la mutilation culturelle. Les sociologues n'ont pas le monopole de ce registre de critiques, qui s'installent durablement dans les médias et l'opinion publique dès la fin des années 1950.

Le second registre critique s'en prend à l'urbanisme en tant que discours. L'idéologie urbaine est celle qui postule l'autonomie de l'urbain comme un registre explicatif d'un ensemble de problèmes sociaux : la délinquance, la marginalité, les tensions et conflits sociaux auraient une source « urbaine ». Alors, à partir de sa

capacité à repérer les problèmes, l'urbanisme aurait la capacité d'accompagner le changement social dans sa globalité. Les sociologues récusent toute légitimité à l'urbanisme dans son versant d'idéologie politique.

Le troisième registre de critique attaque l'urbanisme non pour lui-même, mais en tant que pratique emblématique d'un mode de gouvernement quasi-autoritaire, celui d'un Etat seul décideur, ultra-centralisé et technocratique. A travers l'urbanisme, c'est la planification qui est visée, planification à laquelle sont imputés des projets cachés de normalisation sociale à grande échelle ou de relais d'un capitalisme débridé.

### Quelques mots pour conclure

Nous ouvrons à peine le chantier esquissé dans ces pages. Mais les quelques propos de ce texte suffisent à indiquer l'ampleur de la rupture entre la sociologie critique et l'actuelle sociologie urbaine. Pour s'en tenir aux deux critères évoqués ici, notons qu'aux ancrages théoriques forts et multiples de la période des Trente glorieuses succède un vague positionnement sur un paradigme actionnaliste de la sociologie d'aujourd'hui. Par ailleurs, le « contrel'urbanisme » a fait place à un rapprochement revendiqué de la sociologie et de l'urbanisme, parfois même à un recouvrement de cette discipline scientifique et de cet objet d'interventions pratiques. Cela nous conduit à partager l'analyse de Christian Topalov pour qui l'histoire de la sociologie urbaine « ne se présente pas comme un processus d'accumulation de savoirs dans le cadre d'une institutionnalisation stable, mais plutôt comme une série discontinue d'émergence suivies d'éclipses. » (Topalov, 2005, 719). La poursuite du travail nous amènera à pointer bien d'autres éléments de divergences mais aussi un certain nombre de passerelles et d'éléments de continuité entre les deux périodes.

### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AMIOT M., 1986, *Contre l'Etat, les sociologues. Eléments pour une histoire de la sociologie urbaine (1900-1980)*, Paris : Editions de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales, 304 p.
- ANSELME M. et PÉRALDI M., 1985, « Le Petit Séminaire à Marseille », in *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 26, pp. 49-64.
- ASCHER F. et GIARD J., 1975, *Demain la ville ? Urbanisme et politique*, Editions sociales, 254 p.
- CASTELLS M., 1981, *La question urbaine*, Paris, François Maspéro, coll. « fondations », 526 p., [1ère éd. 1972],
- CASTELLS M., 1983, *Changer la ville ; Eléments pour une théorie sociologique des mouvements sociaux*, Thèse pour le doctorat ès Lettres, Université René-Descartes, 3 tomes.
- CASTELLS M. et GODARD F., 1974, *Monopolville. L'entreprise, l'Etat, l'urbain*, Mouton, « la recherche urbaine », 496 p.
- CHOMBART DE LAUWE P.-H., 1952, *Paris et l'agglomération parisienne*, PUF, bibliothèque de sociologie contemporaine, 2 tomes.
- CHOMBART DE LAUWE P.-H., 1956, *La vie quotidienne des familles ouvrières. Recherches sur les comportements sociaux de consommation*, Editions du CNRS, Travaux du Centre d'études sociologiques, 307 p.
- CHOMBART DE LAUWE P.-H. et le GROUPE D'ETHNOLOGIE SOCIALE, 1959, *Famille et habitation. I : Sciences humaines et conceptions de l'habitation*, Editions du CNRS, 214 p.
- CHOMBART DE LAUWE P.-H., 1965, *Des hommes et des villes*, Paris, Payot, coll. « Etudes et documents », 249 p.
- CHOMBART DE LAUWE P.-H., 1982, *La fin des villes. Mythe ou réalité*, Paris, Calmann-Lévy, coll. « Raisons de plus », 246 p.
- COING H., 1966, *Rénovation urbaine et changement social*, éditions ouvrières, 206 p.
- FERRY L. et RENAUT A., 1988, *La pensée 68. Essai sur l'anti-humanisme contemporain*, Gallimard, coll. « Folio Essais », 347 p. [première édition 1985]
- GUERRAND R.-H., 1966, *Les origines du logement social en France*, éditions ouvrières, 359 p.
- LEFEBVRE H., 1968, *Le droit à la ville*, Anthropos, 164 p.
- LEFEBVRE H., 1970, *La révolution urbaine*, Gallimard, coll. « idées », 248 p.
- MURARD L. et ZYLBERMAN P., 1976, *Le petit travailleur infatigable ou le prolétaire régénéré. Villes-usines, habitat*

et intimités au XIXe siècle, *Recherches*, n° 25, 287 p.

PRÉTECEILLE E., 1973, *La production des grands ensembles*, Mouton, La Recherche urbaine, 170 p.

RECHERCHES, 1973, « Généalogie du capital. 1. Les équipements du pouvoir. Villes, territoires et équipements collectifs », n° 13, 263 p.

RECHERCHES, 1975, « Histoire de la psychiatrie de secteur ou le secteur impossible ? » n° 17, 612 p.

RONCAYOLO M. (dir.), 1985, *La ville aujourd'hui. Croissance urbaine et crise du citoyen*, Ed. du Seuil, coll. « L'univers historique », 668 p.

SANSOT P., 1971, *Poétique de la ville*, Kincksieck, 422 p.

SCHEER L., 1977, « En guise d'introduction, un an après. L'impossible interdit », in *Actes du colloque de Saint-Etienne en Dévoluy, Prendre la ville. Esquisse d'une histoire de l'urbanisme d'Etat*, Ed. Anthropos, 484 p.

TOPALOV Ch., 2005 « Urbaine (Sociologie) » in Borlandi M. et al., *Dictionnaire de la pensée sociologique*, Puf., coll. « Quadrige », pp. 719-723.